

RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Jane Gray, Supply Officer
11 Laurier St./11 rue Laurier, 8C1
Place du Portage , Phase III
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 956-7173

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

National Individual Standing Offer (NISO)

Offre à commandes individuelle nationale (OCIN)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Civilian Aircraft Division/Division des Avions Civils
Portage III 8C1 - 50
11 Laurier St./11 rue Laurier
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Title - Sujet R&O DIVERS AVIONS PIÈCES ET DU MATÉ		
Solicitation No. - N° de l'invitation T8493-130002/B		Date 2013-08-01
Client Reference No. - N° de référence du client T8493-130002		GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$CAG-007-23931
File No. - N° de dossier 007cag.T8493-130002	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-08-27		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
Delivery Required - Livraison exigée See Herein		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Gray, Jane		Buyer Id - Id de l'acheteur 007cag
Telephone No. - N° de téléphone (819)956-0109 ()		FAX No. - N° de FAX (819)956-7173
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF TRANSPORT AIRCRAFT SERVICES DIRECTORATE 200 COMET PRIVATE OTTAWA Ontario K1V9B2 Canada		
Security - Sécurité This request for a Standing Offer does not include provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes ne comprend pas des dispositions en matière de sécurité.		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date



Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Unit Price/Prix unitaire FOB/FAM Destination Plant/Usine		Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte
1	VARIOUS AIRCRAFT PARTS	T8561	T8561	1	Each	\$	\$	See Herein	

Un National individuel permanent offre (NISO) pour la réparation, la révision, la modification ou l'échange de diverses pièces d'aéronefs pour la flotte d'avions maintenues par Transports Canada sur une base aussi et au moment prescrits au cours de la période du prix du contrat au 31 août 2016, avec la possibilité d'une prolongation de deux ans

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Certifications obligatoires requises préalables à la délivrance d'une offre à commandes

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée de l'offre à commandes
4. Responsables
5. Utilisateurs désignés
6. Procédures pour les commandes subséquentes
7. Limite des commandes subséquentes
8. Limitation financière
9. Ordre de priorité des documents
10. Attestations
11. Lois applicables
12. Rapport périodiques d'utilisation

Solicitation No. - N° de l'invitation

T8493-130002/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

007cag

Client Ref. No. - N° de réf. du client

T8493-130002

File No. - N° du dossier

007cagT8493-130002

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. La livraison, inspection et acceptation
6. Assurance
7. Instructions pour la facturation
8. Notification des conflits de travail

Liste des annexes:

Annexe A - Besoin

Annexe B - Base de paiement

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient six parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

Partie 1: Informations générales : fournit une description générale de l'obligation ;

Partie 2: Instructions de l'offrant : fournit les instructions applicables aux clauses et conditions de la doc;

Partie 3: Instructions de préparation de l'offre : fournit offrants des instructions sur la façon de préparer leur offre pour répondre aux critères d'évaluation spécifiés;

Partie 4: Procédures d'évaluation et critères de sélection : indique comment se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation qui doivent être abordés dans l'offre et la méthode de sélection

Partie 5: Certifications : comprend les attestations à fournir et

Partie 6: 6 A, 6 B, les Clauses du contrat subséquent et offre à commandes

6 A, comprend l'offre à commandes contenant l'offre de l'offrant et les clauses applicables

6 B, comprend les clauses et les conditions qui seront appliquent à tout contrat résultant d'une commande subséquente en vertu de l'offre à comm

L'Annexe A comprend l'exigence et l'annexe B, les modalités de paiement.

2. Sommaire

Un National individuel permanent offre (NISO) pour la réparation, la révision, la modification ou l'échange de diverses pièces d'aéronefs pour la flotte d'avions maintenues par Transports Canada sur une base aussi et au moment prescrits au cours de la période du prix du contrat au 31 août 2016, avec la possibilité d'une prolongation de deux ans

Le prix d'une offre à commandes ne lie pas le Canada d'un montant fixe de travail pour pouvoir assignés à l'offrant. Offres à commandes sont remboursables à l'offrant plus d'un, dans lequel cas que Canada peut émettre une commande subséquente de la permanente offre résultant de cette invitation, pour tout projet de travail donné conformément à la procédure de commande indiquée dans la partie 6 a - offre à commandes

La condition est sujette aux dispositions de l'accord d'Organisation mondiale du commerce sur les marchés publics de fournitures (WTO-AGP), de l'accord de libre-échange nord-américain (NAFTA), et de l'accord sur le commerce intérieur (AIT).

3. Compte rendu

Offrants peuvent demander qu'une réunion d'information sur les résultats de la requête pour moyenne offre des processus. Offrants doivent faire la demande l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats de la requête pour processus offre à commandes. Le compte rendu peut être par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offre à commandes (doc) par numéro, date et un titre sont énoncées dans le guide des Clauses et Conditions uniformisées

(<https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

2006 (2013-06-01) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

2. Soumission des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

1 Une copie signée de la page 1 de cette DOC datée et signée par un représentant autorisé de l'offrant dans l'espace prévu.

3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes

Toutes les demandes doivent être présentées par écrit l'offre à commandes au moins dix 10 jours avant la demande d'offres à commandes (doc) date limite. Demandes de renseignements reçues après ce moment-là ne soient exaucées.

Offrants doivent référencer aussi précisément que possible l'élément numéroté de la doc, à laquelle se rapporte la demande de renseignements. Il faut par offrants d'expliquer chaque question de manière suffisamment détaillée pour permettre au Canada de fournir une réponse précise. Des demandes de renseignements techniques qui sont de nature exclusive doivent être clairement marqués « propriétaires » à chaque article concerné. Éléments identifiés comme « propriétaire » seront être traitées comme telle, sauf si le Canada détermine que l'enquête n'est pas de nature exclusive. Canada peut modifier les questions ou peut demander que les offrants faire, afin que la nature propriétaire de la question est éliminée, et l'enquête peut répondre à tous les offrants des copies. Demandes de renseignements ne soumises pas sous une forme qui peut être distribuée à tous les offrants ne soient exaucées par Canada.

4. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

1. Instructions pour la préparation des offres

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (deux imprimés)

Section II : offre financière (deux imprimés)

Section III: attestations (deux imprimés)

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les offrants à :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et/ou contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, offrants devraient expliquer et démontrer comment elles se proposent de répondre aux exigences énoncées à l'annexe A - exigence, et comment ils effectueront les travaux

L'offre technique devrait être concise et adressed, mais pas nécessairement être limitée à, les points qui sont sujets aux critères d'évaluation contre lesquels l'offre sera évaluée. Dans son offre technique, le soumissionnaire doit démontrer son arrangement des conditions décrites dans ce RFSO.

L'offre technique sera évaluée pour s'assurer que les conditions obligatoires définies dans l'annexe A - le besoin ont été répondus.

Afin de faciliter l'évaluation de l'offre, le Canada invite des soumissionnaires à aborder et présenter des matières dans l'ordre des critères d'évaluation sous les mêmes titres. Pour éviter la duplication, les soumissionnaires peuvent se référer à différentes sections de leur offre en identifiant le paragraphe et le numéro de page spécifiques où la matière soumise a été déjà abordée.

Au cas où les conflits apparents ou vrais existeraient dans ce RFSO, les soumissionnaires doivent les identifier et communiquer au maître d'ouvrage au moins dix (10) jours de calendrier avant la date limite de sollicitation. Le Canada se réserve le droit de modifier plus tard l'annexe A et le RFSO avec les informations fournies.

Il doit noter qu'une réponse NON-COMPLIANT à n'importe quelle exigence obligatoire des documents de référence ci-dessus rendra votre offre NON-COMPLIANT. Les soumissionnaires doivent donc s'assurer qu'ils se conforment à toutes les conditions obligatoires avant de soumettre une offre.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent soumettre leur offre financière conformément à l'annexe B, modalités de paiement. Le montant total des Taxes applicables doit être indiqué séparément.

Paieement par carte de crédit

Le Canada demande que les offrants complètent l'une des suivantes :

- a) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) seront acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

Les cartes de crédit suivantes sont acceptées :

VISA _____

Master Card _____

- b) () les cartes d'achat du gouvernement du Canada (cartes de crédit) ne seront pas acceptées pour le paiement des commandes subséquentes à l'offre à commandes.

L'offrant n'est pas obligé d'accepter les paiements par carte de crédit.

L'acceptation du paiement par carte de crédit des commandes ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

Section III: Attestations

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- (a) Offres seront évaluées conformément à l'exigence de totalité de la demande d'offres à commandes dont les critères d'évaluation technique et financière.
- (b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

1.1. Exigences obligatoires

Cet appel d'offres contient des exigences obligatoires. Lorsqu'une exigence de cette doc est obligatoire, il est désigné spécifiquement par le mot « Obligatoire », un « (M) », ou un

énoncé visant une section du présent document. Les mots « doit » et « doit », dans la doc doivent être interprétés comme des exigences obligatoires.

Propositions doivent être conformes à chaque exigence obligatoire. Toute proposition qui ne satisfait pas à toutes les exigences obligatoires à l'annexe A, sera considéré comme non conforme et ne sera pas être examinée plus avant. Chaque exigence doit être traité séparément.

Toutes les modalités et conditions énoncées dans cette doc, y compris les Clauses du contrat subséquent partie 6 sont obligatoires, sauf indication contraire. 1 Une copie de la Page 1 (1) de cette doc doit être signée par le proposant ou par un représentant autorisé de l'offrant. Signature du proposant indique l'acceptation de tous les termes et conditions énoncés ou dénommé dans la présente demande de propositions. Les offrants doivent être conscients qu'une proposition contenant des déclarations laissant entendre que la proposition est subordonnée à la modification des termes et conditions de la doc (y compris les Annexes et les annexes le cas échéant) et/ou contenant de termes et conditions qui remplacent les termes et conditions de la doc est considérée irrecevable

Des offres seront évaluées seulement sur les informations fournies dans chaque Offeror' ; soumission de s.

Des offres ne répondant pas à toutes les exigences obligatoires ne seront données aucune considération supplémentaire.

Il est de la responsabilité du soumissionnaire d'obtenir, à partir de l'autorité debout d'offre a identifié n'importe quelle clarification de la condition contenue dans le RFSO avant de soumettre son offre.

Tous les questions ou soumissionnaires de soucis peuvent avoir au sujet de n'importe quel aspect de cette condition au cours de la période de sollicitation et/ou la période suivante d'évaluation, jusques et y compris la date de la récompense, doit être dirigée seulement vers le maître d'ouvrage. L'insoumission à cette condition au cours des périodes mentionnées ci-dessus mettent en boîte (pour cette seule raison) le résultat dans la disqualification de l'Offeror'; proposition de s.

1.2 Évaluation financière

Le soumissionnaire est requis de soumettre les prix fermes, les taux ou tous les deux qui s'appliqueront pour la période entière de l'offre debout.

Le prix de l'offre sera évalué en les dollars canadiens, les biens et les services imposent ou le taxe de vente harmonisé exclu, le courier Contractor' de FCA librement ; le service Incoterms 2000 de s, les droits de douane canadiens et les droits de régie ont inclus.

Le prix Total évalué tel que défini à l'annexe B - modalités de paiement serviront à déterminer l'offre de coût le plus bas de trois 3.

2. Méthode de sélection - Conditions obligatoires

Pour être sensible avoué, une offre doit:

- (a) Conformez-vous à toutes les conditions de la sollicitation ; et
- (b) Répondez à tous les critères techniques obligatoires d'évaluation;
- (c) Fournir un prix Total d'évalués (TAP) le robinet le plus bas de trois 3.

Offres pas réunion (a) ou (b) ou (c) sera déclarée irrecevable. Les offres réactifs avec l'eau du robinet le plus bas trois seront recommandés pour le prix d'une offre à commandes.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Pour qu'une offre à commandes soit émise, les offrants doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une offre non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations faites par les offrants pendant la période d'évaluation des offres (avant l'émission de l'offre à commandes) et après l'émission de l'offre à commandes. Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les offrants respectent les attestations avant l'émission de l'offre à commandes. L'offre sera déclarée non recevable si on constate que l'offrant a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires du responsable de l'offre à commandes aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

1. Certifications obligatoires nécessaires préalables à la délivrance d'une offre à commandes

1.1 Code de conduite et Certifications - documentation connexe

En soumettant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses sociétés affiliées sont en conformité avec les dispositions énoncées dans la Section 01 Code de conduite et de Certifications - offrent des Instructions Standard 2006. Les documents connexes qui y sont exigés aidera le Canada en confirmant que les certifications sont vraies.

2. Supplémentaires attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes

Les attestations énumérés ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes en informera l'offrant et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande du responsable de l'offre à commandes et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que l'offre sera déclarée non recevable.

2.1 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en emploi - Certification

Programme de contrats fédéraux - 200 000.00 \$ ou plus

1. En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs, y compris un fournisseur qui est membre d'une coentreprise, soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'émission d'une offre à commandes. Si l'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise et qu'un membre de la coentreprise, est assujetti au PCF, la preuve de son engagement doit être fournie v avant l'émission de l'offre à commandes.

Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le Règlement sur les marchés de l'État pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDCC a constaté leur non conformité ou parce qu'ils se sont retirés volontairement du PCF pour une raison autre que la réduction de leur effectif de moins de 100 employés. Toute offre présentée par un entrepreneur non admissible, y compris une offre présentée par une coentreprise dont un membre est un entrepreneur non admissible, sera déclarée non recevable.

2. Si l'offrant n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes 3.a) ou b) ci-dessous, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au PCF, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDCC.
3. L'offrant, ou, si l'offrant est une coentreprise le membre de la coentreprise, atteste comme suit sa situation relativement au PCF :

L'offrant ou le membre de la coentreprise :

- a() n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada;
- b() n'est pas assujetti au PCF, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la Loi sur l'équité en matière d'emploi, L.C. 1995, ch. 44;
- c() est assujetti aux exigences du PCF, puisqu'il compte un effectif de 100 employés ou plus à temps plein ou à temps partiel permanents, et/ou temporaires ayant travaillé 12 semaines ou plus au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDCC (puisque'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus). Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est jointe;
- d() est assujetti au PCF et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____(c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDCC).

Des renseignements supplémentaires sur le PCF sont offerts sur le site Web de RHDCC.

Signature d'autorisée Représentant

Date

PARTIE 6 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

1. Offre

L'offrant offre de remplir le besoin conformément au besoin reproduit à l'annexe A.

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et subséquent par numéro, date et un titre sont énoncées dans le guide des Clauses et Conditions uniformisées

(<https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2006 (2013-06-01) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou Services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi et font partie de la doc

2.1 Conditions générales

2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

2010C (2013-04-25) Conditions générales - Conditions générales - Services (complexité moyenne) s'appliquent aux et font partie de l'offre à commandes

2.2 Rapports d'utilisation périodique

L'offrant doit compiler et tenir des dossiers sur la fourniture des biens, services ou les deux pour le gouvernement fédéral en vertu de contrat résultant de l'offre à commandes. Ces données doivent inclure tous les achats payés par carte d'achat un gouvernement du Canada.

L'offrant doit fournir les renseignements suivants sur une base annuelle :

- a) une liste de chaque commande subséquente #
- b) une brève description de chaque commande subséquente
- c) la facturation totale pour chaque commande
- d) la facturation totale pour la période.

Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée. Si aucun bien ou service n'est fournis pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport «Néant».

Les données doivent être soumises à l'offre à commandes comme suit :

1er semestre : 1er avril au 30 septembre ;

2ème semestre : 1er octobre au 31 mars.

Les données doivent être soumises à l'offre à commandes ne plus tard 15 jours calendrier après la fin de la période considérée

3. Durée de l'offre à commandes

3.1 Période de l'offre à commandes

La période pour faire des commandes subséquentes à l'offre à commandes est de l'attribution du contrat à 31 Août 2016.

3.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'offre à commandes est autorisée pour une utilisation au-delà de la période initiale, l'offrant propose de prolonger son offre pour une période supplémentaire de deux ans, du 1er septembre 2016 au 31 août 2018 dans les mêmes conditions et les tarifs ou les prix spécifiés dans l'offre à commandes ou sur les tarifs ou les prix calculés selon la formule indiquée dans l'offre à commandes

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes 30 jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à Commandes.

4. Responsables

4.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est

Nom : Jane Gray

Titre : Agent d'approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Adresse : 11, rue Laurier, 8 C 1, Place du Portage, Gatineau (Québec) K1A 0S5

Téléphone: (819) 956-0109

Télécopieur: (819) 956-7173

Correo electrónico : jane.gray@pwgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est responsable de la mise en place de l'offre à commandes, son administration et sa révision, le cas échéant. Lors de la réalisation d'une commande subséquente, tant que l'autorité contractante, il est responsable de n'importe quel questions contractuelles relatives aux différentes commandes subséquentes à l'offre à commandes émanant de tout utilisateur identifié

4.2 Autorité technique

L'autorité technique pour l'offre debout est identifiée dans la convocation contre l'offre debout. L'autorité technique est le représentant du département ou de l'agence pour qui les travaux seront menés à bien conformément à une convocation contre l'offre debout et est responsable de tout le contenu technique du travail dans le cadre du contrat en résultant.

4.3 Contacts de soumissionnaire

Nom et numéro de téléphone de la personne chargée de :
Enquêtes générales

Nom : _____

Numéro de téléphone _____

No. de fac-similé _____

Suivi de la livraison

Nom : _____

Numéro de téléphone _____

No. de fac-similé _____

5. Utilisateurs désignés

L'utilisateur identifié autorisé à faire des convocations contre l'offre debout est direction de services d'avions du Canada de transport

6. Procédures de commande

6.1 Procédures de commande

Le responsable technique établira le travaux à exécuter par la commande subséquente et demandera à chaque succès offrant pour déterminer le niveau d'effort requis pour exécuter les travaux basé sur les tarifs figurant dans l'offre à commandes. L'offre à commandes qui fournit les meilleurs prix pour un projet de travail spécifique sera délivrée une commande subséquente.

6.2 Procédure de réquisition

L'offrant reconnaît que plusieurs offres à commandes ont été délivrés pour cette exigence. Les commandes seront attribués parmi les offrants conformément à la procédure de commande décrite ci-dessous

Immédiatement à la réception de la demande de Services des aéronefs (appel subséquente à une offre à commandes), l'entrepreneur doit retourner une copie à :

Transports Canada
Direction des Services des aéronefs

Privé de comet 200, Ottawa (Ontario)

K1V 9B2

ATTENTION : Directeur approvisionnement

Cette copie doit montrer les prix et les dates de livraison du matériel à fournir.

L'entrepreneur doit également fournir confirmation de livraison aux bureaux susmentionnés dès l'envoi est effectué. Toutes les pièces de rechange commandés seront, si nécessaire, être dédouanés par l'entrepreneur

(Derived from - Provenant de: XBD13T, 02/05/95)

6.3 Offres à commandes multiples

L'offrant reconnaît que plusieurs offres à commandes ont été délivrés pour cette exigence. Les commandes seront attribués parmi les offrants conformément à la procédure de commande décrite ci-dessous

6.4 Commandes subséquentes seulement autorisée à être accepté

L'offrant accepte uniquement effectuer chacune des commandes faites par un utilisateur désigné en vertu de la présente offre à commandes qui ne dépassent pas la prescription de commande subséquente, décrite ci-dessous

6.5 Commandes subséquentes, la période de mise

La période pour placer des commandes subséquentes à l'offre à commandes sera de l'attribution du contrat au 31 août 2016.

7. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés par l'entremise du formulaire PWGSC-TPSGC 942, convocation contre une offre debout

8. Limite des commandes subséquentes

Les commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser \$100,000.00 (Taxes applicables incluses). Toutes les commandes subséquentes à l'offre à commandes excédant \$100,00.00 (taxes applicables incluses) doivent être transmises à TPSGC.

Limitation de commandes : commandes par un responsable technique à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser \$100,000.00 (taxes applicables incluses) doivent être transmises à TPSGC.

9. Limitation financière - totale

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de 950.000.00\$, (taxe sur les produits et services ou taxe de vente harmonisées exclue) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des

articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou trois mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

10. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales 2005 (2012-11-19), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services
- D) les conditions générales 2010C (2013-04-25) Conditions générales - services (complexité moyenne);
- e) Annexe A, Condition;
- f) Annexe B, Base de paiement ;
- g) l'offre de l'offrant en date du _____.

11. Attestations

11.1 Conformité

Le respect des attestations fournies par l'offrant est une condition d'émission de l'offre à commandes et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au delà de la période de l'offre à commandes. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour défaut et de mettre de côté l'offre à commandes.

11.2 Certification

Les moteurs, composants et accessoires, qu'ils soient neufs, réparés, remis en état ou modifiés, doivent faire l'objet d'une certification de navigabilité aérienne accordée par la FAA, laquelle doit être signée par un représentant autorisé de l'entrepreneur. Une copie de cette attestation doit être jointe à la facture. Le cas échéant, on doit remplir une étiquette de bon état de service, formulaire 8130-3 de la FAA, et la fixer aux pièces avant leur envoi au destinataire. On doit également joindre à cet envoi un exemplaire de la commande de travaux, ainsi que la fiche, dûment remplie, de la pièce lorsqu'il y en a une. Toutes les attestations doivent être conformes aux normes indiquées dans le circulaire la la FAA 21-2, Exigences spéciales du Canada.

12. Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur Ontario.

13. Estimation de coût

Dans le cas où une estimation de coût est exigée pour des travaux particuliers, l'utilisateur désigné fournira un énoncé des travaux à l'offrant, qui devra fournir à l'utilisateur désigné une estimation du coût des travaux particuliers, établie conformément aux dispositions relatives aux prix de l'offre à commandes. L'offrant ne devra entreprendre aucun des travaux particuliers tant qu'une commande n'aura pas été émise par l'utilisateur désigné. Les coûts estimatifs prévus dans la commande ne pourront être dépassés sans l'autorisation écrite préalable de l'utilisateur désigné.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

1. Besoin

L'entrepreneur doit fournir le travail décrit dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et subséquent par numéro, date et un titre sont énoncées dans le guide des Clauses et Conditions uniformisées (<https://buyandsell.gc.ca/policy-and-guidelines/standard-acquisition-clauses-and-conditions-manual>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

2.1 Conditions générales

2010C (2013-04-25), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent aux et font partie du contrat. Article 13 - intérêts sur les comptes en souffrance ne s'appliquera pas aux paiements effectués par cartes de crédit au point de vente

2005 (2012-11-19) Conditions générales - offres à commandes - biens ou Services, s'appliquent aux et font partie de l'offre à commandes

3. Durée du contrat

3.1 Date de livraison

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

4. Paiement

4.1 Base de paiement

Dans la considération de l'entrepreneur accomplissant d'une manière satisfaisante tous ses engagements sous la convocation, l'entrepreneur sera payé le prix ferme stipulé dans la convocation, calculée selon l'annexe B - base de paiement.

4.2 Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

Sauf indication contraire dans le contrat, le prix ne comprend aucune taxe fédérale d'accise, taxe locale ou d'état, de vente ou d'utilisation, aucune autre taxe de nature semblable, ni autre taxe canadienne, quelle qu'elle soit. Le prix comprend toutefois toutes les autres taxes. Si les travaux sont normalement assujettis à la taxe fédérale d'accise, le Canada fournira à l'entrepreneur, sur demande, un certificat d'exemption de ladite taxe fédérale d'accise sous la forme prescrite par les règlements fédéraux.

Le Canada fournira à l'entrepreneur les preuves d'exportation qui peuvent être demandées par les autorités fiscales. Si le Canada omettait de le faire, et qu'en conséquence l'entrepreneur doit payer la taxe fédérale d'accise, le Canada remboursera l'entrepreneur si l'entrepreneur prend les mesures que le Canada peut exiger pour recouvrer tout paiement effectué par l'entrepreneur. L'entrepreneur doit rembourser au Canada tout montant ainsi recouvré.

4.3 Vérification discrétionnaire

L'attestation de l'entrepreneur à l'effet que le prix ou taux indiqué n'est pas supérieur au plus bas prix ou taux demandé à toute personne, y compris au meilleur client de l'entrepreneur, pour des biens, services ou les deux de qualité et de quantité semblables, peut faire l'objet d'une vérification par le gouvernement, à la discrétion du Canada, avant ou après que l'entrepreneur n'ait été payé.

Si la vérification démontre que l'attestation est erronée après que le paiement ait été versé à l'entrepreneur, ce dernier doit, à la discrétion du Canada, rembourser au Canada le montant qui est supérieur au plus bas prix ou taux ou autoriser le Canada à retenir le montant en le déduisant de toute somme payable à l'entrepreneur en vertu du contrat.

Si la vérification démontre que l'attestation est erronée avant que le paiement ne soit effectué, l'entrepreneur convient que le Canada ajustera les factures en suspens, en fonction des résultats de la vérification. En outre, il est entendu que si le contrat est toujours en vigueur au moment de la vérification, le prix ou le taux sera réduit en fonction des résultats de la vérification.

(Derived from – Provenant de : C0100C, 2007-05-25)

5. Livraison, inspection et l'acceptation

5.1 Date de livraison maximale

L'entrepreneur est tenu de maintenir une date de livraison maximum de trente jours civils (30), à compter de la date de réception de l'ordre. Toutefois, si la date de livraison mentionné ci-dessus maximale de l'élément respectifs ne peuvent être satisfaites,

l'entrepreneur doit aviser sans délai le responsable technique et l'Autorité contractuels des raisons pour lesquelles le délai prévu et les dates de livraison révisé. Toutes les heures supplémentaires nécessaires pour atteindre les dates de livraison requise doit être autorisée, à l'avance, par le responsable technique. Une attention particulière doit être accordée aux demandes AOG.

5.2 Packing

Emballage doit être emballage commercial standard permettent d'assurer la bonne arrivée à destination. Les éléments doivent être emballés afin de permettre l'application des plus bas tarifs de transport ou des frais via le mode de transport sélectionné/autorisé. Dans les cas où l'emballage spécial, des conteneurs ou des caisses sont fournis par Transports Canada, telle protection livraison de colis, conteneurs ou caisses doivent servir à retourner l'appareil au destinataire.

5.3 Étiquetage

Numéro du fabricant et le numéro de spécification, le cas échéant, doit être sur chaque élément soit imprimé sur le contenant ou sur une étiquette adhésive de la plus haute norme commerciale apposée sur le contenant.

5.4 Instructions d'expédition

Sauf indication contraire par Transports Canada au moment d'une demande spécifique livraisons doivent être faites en douane, à destination, par le moyen le plus direct et économique de transport compatibles avec les pratiques normales d'expédition, (Toutes les copies des documents d'expédition doit indiquer le numéro de réquisition DSS 942 et l'offre à commandes numéro de série.)

5.5 Instructions d'expédition - livraison au point d'origine

1. Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés transporteur commun FCA Free Carrier entrepreneur installation Incoterms 2000 via Fed-Ex (numéro de compte 12454476-9) pour les envois.
2. Canada est responsable de tous les frais de livraison, de l'administration, les coûts et le risque de droits de douane de transport et de dédouanement et, le cas échéant.

5.6 Frais de transport

Frais de transport sont à effectuer par l'intermédiaire de Fed-Ex (compte numéro 12454476-9), accompagnée d'une copie certifiée conforme de la facture de transport

5.7 Documents des douanes

Les livraisons sont nécessaires pour inclure les documents douaniers canadiens, qui doivent être distribués comme suit:

- a) Deux (2) copies de l'expédition et
- b) Trois (3) exemplaires envoyé au destinataire.

5.8 Inspection et acceptation

L'autorité technique est responsable de l'inspection. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

5.9 Inspection de l'avion civile (CAQ J)

L'ouvrage décrit ci-après doit être inspecté conformément aux exigences de l'US Federal Aviation Administration (FAA) et/ou le ministère canadien des règlements de Transport (DOT) des aéronefs civils et est sous réserve de vérification par le destinataire. Preuve de l'inspection doit accompagner chaque envoi.

Le matériel doit être libéré pour l'expédition aux destinataires en utilisant correctement complétée FAA ou DOT approuvé documents d'inspection. Tous les documents d'inspection dûment rempli doivent être jointe ou accompagnant, chaque expédition, le cas échéant, conformément aux règlements de la FAA

(Derived from - Provenant de: D5580C, 2007-11-30)

5.10 Documentation de la libération

L'entrepreneur émettra une Note de libération avec chaque envoi. La Note de sortie contiendra la déclaration suivante de certification Communiqué : "l'article (s) décrits ci-dessus sont conformes aux données de définition approuvées, ont été inspectés et sont en état de fonctionner en sécurité". La certification de libération doit être signé par un inspecteur de Transports Canada.

5.11 Certificate

Programme de contrats fédéraux pour l'équité en emploi - Certification

L'entrepreneur a certifié, dans sa proposition, son statut avec le programme de contrats fédéraux pour l'équité en emploi.

L'entrepreneur reconnaît que le ministre a invoqué cette attestation à signer ce contrat. Cette attestation peut être vérifiée de la manière que le ministre peut raisonnablement exiger. L'entrepreneur reconnaît que dans le cas d'une fausse déclaration, le ministre aura le droit, conformément aux dispositions de défaut du contrat, de résilier le contrat pour manquement

5.12 Ensembles incomplets

L'entrepreneur ne doit pas expédier des ensembles incomplets contre cette ordonnance, sauf si une autorisation préalable pour l'expédition a été obtenu de l'autorité contractante.

6. assurance

6.1 responsabilité

L'entrepreneur est tenu de satisfaire Canada qu'elle dispose de ressources disponibles pour satisfaire toute responsabilité de l'entrepreneur au Canada qui peuvent résulter de l'offre à commandes ou de sa violation, à un niveau d'au moins la valeur de la commande subséquente. Si demandé de le faire, l'initiateur doit fournir la preuve officier contractant qu'il a au moins cette quantité disponible sous la forme de fonds de roulement, la valeur de réalisation des actifs non grevés fixe et / ou une assurance responsabilité.

6.2 Assurance responsabilité civile

1. L'entrepreneur doit maintenir en vigueur, pendant toute la période d'exécution de l'offre à commandes, d'assurance responsabilité pour un montant qui, de concert avec le fonds de roulement de l'entrepreneur et la valeur de réalisation de son inutilisé immobilisations de temps à autre, serait suffisante pour satisfaire la responsabilité maximale au Canada que l'entrepreneur pourrait encourir en vertu de l'offre à commandes.
2. À la demande de l'agent de négociation de temps à autre, l'entrepreneur doit fournir immédiatement à l'officier contractant soit (a) des certificats attestant l'état actuel de l'assurance exigée au paragraphe (1), qui décrivent les couverture et des exclusions ou limitations de matériel sur la couverture, ou (b) la preuve que l'entrepreneur ne nécessite pas d'assurance pour répondre aux exigences du paragraphe (1).
3. Si la période d'exécution de l'offre à commandes est plus d'un an, l'entrepreneur doit, à la demande de l'agent de négociation, fournir à l'agent, à chaque date anniversaire de l'exécution de l'offre à commandes au cours de la période d'exécution de l'offre à commandes, la répartition de la contribution actuelle de son fonds de roulement, la valeur de réalisation des actifs non grevés fixe, et de l'assurance envers sa capacité à satisfaire le montant maximal pour le Canada que l'entrepreneur pourrait encourir en vertu de l'offre à commandes.

6.3 Limitation de la responsabilité

Nonobstant toute autre disposition du contrat, la responsabilité de l'entrepreneur au Canada pour toutes les pertes subies par le Canada à la suite de tout manquement aux obligations de l'entrepreneur au Canada en vertu du contrat (y compris toute responsabilité en matière délictuelle, la négligence ou de toute autre cause d'action, et y compris la responsabilité pour les dommages indirects ou consécutifs), à l'exception de toute violation des dispositions de garantie du contrat, doit être limitée à la valeur de l'appel-up. Cette clause ne peut en aucune façon limiter l'entrepreneur la responsabilité à un tiers (ou au Canada pour un montant au titre de la responsabilité de l'entrepreneur à un tiers que le Canada est tenu de payer à la suite de l'articulation et Responsabilité solidaire) ou exiger la participation du Canada par rapport à toute responsabilité de ces tiers de l'entrepreneur.

6.4 Responsabilité pour les changements

Aucune augmentation de la responsabilité globale du Canada ou du prix des travaux résultant des modifications de conception, des modifications ou des interprétations des spécifications sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements, des modifications ou interprétations, ont été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante, avant leur incorporation dans le travail.

7. Modalités de paiement

7.1 Méthode de Paiement Les livraisons-multiples

Le Canada paiera l'entrepreneur à l'achèvement et la livraison des unités conformément aux dispositions de paiement du contrat si:

- (a) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- (b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- (c) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

7.2 Paiement par carte de crédit

La carte de crédit suivante est acceptée: _____

7.3 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément aux renseignements prévus dans l'article 10 de 2010c, Conditions générales - biens (complexité moyenne).

7.4 États de fourniture

L'entrepreneur offre de vendre ou fournir et livrer à sa majesté la reine, dans la droite du Canada, agissant traversante et représentée par le ministre des travaux publics et des services gouvernementaux Canada, sur les termes et conditions générales visez ci-après, les marchandises comme indiqué dans la condition comme-et-quand le transport Canada peut demander de tels biens et/ou services selon les dispositions de ceci.

On le comprend et est convenu cela :

a) une convocation contre cette offre debout formera un contrat, seulement pour ces marchandises qui se sont appelées-vers le haut, fourni toujours qu'une telle convocation est faite selon les termes et conditions générales viser ci-dessus.

b) la réception de cette offre debout n'oblige pas sa majesté, le ministre ou transport Canada pour autoriser ou commander tous ou les biens l'uns des et/ou les services.

Solicitation No. - N° de l'invitation

T8493-130002/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

007cag

Client Ref. No. - N° de réf. du client

T8493-130002

File No. - N° du dossier

007cagT8493-130002

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

8. Avis de conflit de travail

Si l'Entrepreneur ou tout sous-traitant en vertu des présentes est informé d'un conflit de travail, réel ou potentiel, qui retarde ou menace de retarder l'exécution du Contrat l'entrepreneur doit immédiatement aviser celui-ci, y compris toutes les informations pertinentes à cet égard, à l'agent.

ANNEXE A**EXIGENCE****1. Nature du besoin**

Un National individuel permanent offre (NISO) pour la réparation, la révision, la modification ou l'échange de diverses pièces d'aéronefs pour la flotte d'avions maintenues par Transports Canada sur une base aussi et au moment prescrits au cours de la période du prix du contrat au 31 août 2016, avec la possibilité d'une prolongation de deux ans

2. Exigences techniques obligatoires

Pour qu'une offre soit jugée recevable, celle-ci doit être conforme à toutes les exigences obligatoires O1 à O11 ci-dessous. Les offres qui ne répondront pas à toutes les exigences obligatoires ne seront pas évaluées plus à fond.

L'entrepreneur doit impérativement traiter ces exigences obligatoires avec suffisamment de détail, afin de permettre aux évaluateurs de bien comprendre les capacités de l'entrepreneur.

O1 - Une déclaration de conformité est requise pour chaque clause numérotée de la DOC.

O2 - La proposition financière de l'offrant doit être fournie dans la partie 6B, section 4 de la DOC. Étant donné qu'il n'y a pas de liste de numéros de pièce fournie, l'offrant peut soumettre des majorations et/ou rabais par rapport au catalogue de la liste des prix commerciaux de la compagnie ou peut soumettre des prix sur présentation d'une commande d'achat individuelle présentée par Transports Canada.

O3 - L'offrant doit fournir les certifications suivantes :

(« Nous certifions par la présente que le prix offert ne dépasse pas le prix le plus bas demandé à tout autre client, y compris notre client le plus privilégié, pour des produits similaires en terme de quantité et de qualité. »)

O4 - L'offrant doit inclure l'identification des problèmes techniques clés, le cas échéant, et un aperçu des solutions. (L'entrepreneur doit identifier les problèmes et justifier les solutions proposées.)

O5 - L'offrant doit détenir un certificat de centres de réparation de la FAA ou d'organisation de maintenance approuvée par Transports Canada pour les accessoires qu'il répare lui-même, et fournir ce certificat. Un formulaire 1 de Transports Canada ou des certificats après maintenance 8130-3 de la FAA doivent accompagner chaque article, tel qu'exigé par le Règlement de l'aviation canadien (RAC).

O6- L'offrant doit avoir accès aux spécifications et aux données techniques du fabricant de d'équipement d'origine qui sont nécessaires pour effectuer des réparations à l'interne.

O7- L'offrant doit avoir la capacité de remplir des commandes pour aéronefs au sol dans un délai de 4 heures.

O8 - L'offrant doit vendre ou fournir uniquement des pièces qui soient approuvées et énumérées dans les manuels de maintenance des produits par le fabricant d'équipement d'origine ou le fabricant de pièces d'origine. Les pièces de l'autorité du fabricant de pièces ne doivent pas être utilisées sans l'approbation de l'autorité technique.

O9 – Si des négociations sont nécessaires au sujet de cette DOC, l'offrant doit être prêt à effectuer et à conclure ces négociations dans un délai de trente (30) jours.

O10 - Le Canada se réserve le droit de rejeter toute offre qui ne se conforme pas à cet appel. Tout écart doit être clairement identifié et appuyé de détails complets.

O11 - Tout offrant peut être tenu de démontrer, à la satisfaction du Canada, qu'il est capable d'exécuter avec succès les travaux en conformité avec le présent appel.

Si l'offrant fournit confidentiellement au Canada des renseignements demandés en indiquant que les renseignements divulgués sont confidentiels, le Canada traitera alors les renseignements de manière confidentielle selon les dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information*.

3. Autorisation (Transports Canada)

a) Dès réception des composants pour réparation ou remise en état ou inspection, l'entrepreneur installera, éprouvera, démontrera et inspectera les articles pour déceler les défauts, et énumérera les pièces et la main-d'œuvre nécessaires.

b) L'entrepreneur doit soumettre une estimation des coûts et une date d'achèvement prévue pour approbation par l'autorité technique, avant d'effectuer les travaux. L'entrepreneur recevra une autorisation officielle de l'autorité technique par télécopieur et/ou par le formulaire ASC 942 pour effectuer les travaux qui y seront précisés.

c) L'entrepreneur n'effectuera que les travaux pour lesquels il aura reçu une autorisation. L'entrepreneur devra signaler tous les autres travaux nécessaires à l'autorité technique et demander des directives. Les demandes d'exécution de travaux effectuées par téléphone doivent être confirmées par écrit, par télécopieur ou par le formulaire ASC 942.

d) Si pendant l'exécution des travaux, il s'avère que le prix des travaux autorisés dépassera le prix estimé déclaré sur le formulaire ASC 942, L'entrepreneur devra communiquer immédiatement avec l'autorité technique.

e) La remise en état complète de tout ce qui découle n'est ni prévue ni permise en vertu des conditions de cette offre à commandes. Il est plutôt prévu que des réparations complètes seront effectuées et que l'on aura recours à la remise en état seulement lorsque ce sera économiquement et techniquement justifié.

f) Lorsque la réparation d'un composant ou d'un accessoire est jugée non rentable (RNR), il faudra demander immédiatement une « réparation par remplacement » au destinataire lorsque l'article est considéré une pièce de rechange « critique ». Les pièces retournées comme RNR doivent être accompagnées d'un rapport de démontage complet indiquant les raisons du RNR et retournées dans l'état.

g) Les modifications recommandées ou facultatives doivent être effectuées uniquement sur approbation de l'autorité technique.

h) Des articles de rechange peuvent être fournis uniquement sur approbation de l'autorité technique.

(Derived from - Provenant de : XBB034, 1996-10-29)

4. Norme de travail

Les remises en état et les réparations doivent être effectuées conformément aux derniers manuels amendés de maintenance et de remise en état du fabricant, aux consignes de navigabilité, aux bulletins de service obligatoire, aux lettres de service et à toute autre instruction spéciale applicables à des composants particuliers.

(Derived from - Provenant de : XBB034, 1996-10-29)

5. Matériaux

Les matériaux doivent être neufs et conformes à la dernière édition des dessins, spécifications et numéros de pièces applicables, en vigueur à la date de fermeture de la demande de soumissions.

(Derived from - Provenant de : B1000T, 2007-11-30)

6. Outillage

Cette offre à commandes ne constitue par une autorisation de fabriquer ou d'acheter de l'équipement ou des outils spéciaux, sauf autorisation de l'autorité contractante.

(Derived from - Provenant de : XBB046, 1996-10-29)

7. Rapports d'avancement et registres

1. À la demande de l'autorité technique, mais au plus trois (3) fois par an, l'entrepreneur doit soumettre un rapport écrit sur toutes les réparations effectuées sur des biens de l'État dans l'exécution des travaux en vertu de l'offre à commandes. Le rapport doit contenir :

- a) une description des défauts découverts au démontage;
- b) une liste des pièces remplacées;
- c) une copie des résultats des essais définitifs pour la certification de l'article.

2. À la demande de l'autorité technique, mais au plus trois (3) fois par an, l'entrepreneur doit soumettre un rapport d'avancement des travaux sur les articles en usine pour remise en état et/ou réparation, indiquant le pourcentage des travaux effectués et la date de retour prévue pour chaque article. Le rapport doit être soumis dans les dix (10) jours suivant la demande.

3. L'entrepreneur doit fournir des rapports de démontage sur demande.
Tous les rapports doivent être soumis comme suit :

deux (2) exemplaires à :

Transports Canada
Direction générale des services des aéronefs
200, Comet Privé
Ottawa (Ontario) K1V 9B2
A/S : Autorité technique

Et un (1) exemplaire à : Autorité contractante.

(Derived from - Provenant de : XBB047, 1996-11-04)

8. Rapport sur les articles en suspens

À la demande de l'autorité technique, mais au plus trois (3) fois par an, l'entrepreneur doit soumettre un rapport sur les articles en suspens. Ces rapports doivent fournir les renseignements suivants :

- a) valeur totale des commandes subséquentes à cette offre à commandes;
- b) valeur totale des articles en commande de rappel à jour;
- c) identification des articles en commande de rappel et leurs dates de livraison estimées aux destinataire(s).

Le rapport doit être soumis comme suit :

Deux (2) exemplaires à :

Transports Canada
Direction générale des services des aéronefs
200, Comet Privé
Ottawa (Ontario) K1V 9B2
A/S : Autorité technique

Un (1) exemplaire pour information à l'autorité des offres à commandes.

(Derived from - Provenant de : XBD28D, 1995-05-19)

ANNEXE B

Base de paiement

L'offrant doit proposer des prix fermes, des taux fermes, ou les deux, qui s'appliqueront à toute la période de l'offre à commandes.

L'offrant doit soumettre un prix ferme de coût de revient pour les matériaux fournis par l'entrepreneur ou le client; par exemple, une liste plus 10 pour cent qui s'appliqueront pendant toute la période de l'offre à commandes.

L'offrant doit soumettre un facteur de majoration ferme pour les réparations sous-traitées; par exemple, une facture du sous-traitant plus 10 pour cent qui s'appliqueront pendant toute la période de l'offre à commandes.

Le prix de l'offre sera évalué en dollars canadiens, la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée sont exclues, FCA franco transporteur aux installations de l'entrepreneur Incoterms 2000, droits de douane et taxes d'accise du Canada inclus.

Pour l'offre financière du proposant de répondre, le prix Total d'évalués (TAP) doivent être que les offres réactifs avec l'eau du robinet le plus bas trois seront recommandés pour le prix d'une offre à commandes.

Aux fins d'évaluation de l'offrant, le PTÉ est la somme arithmétique des éléments précisés ci-dessous.

		Attribution du contrat 1er sept 2014 au 31 aug 2014		1er sept 2015 au 31 aug 2015	1er sept 2016 au 31 aug 2016
1	Prix d'échange d'un (1) amortisseur à friction J-9797-6-V remis en état.				
2	Prix d'échange d'une (1) monture LM426-68V remis en état.				
3	Majoration fixe d'un coût de 2 000 \$ de pièces installées pendant la réparation et la remise en état d'un composant.				
4	Escompte (le cas échéant) du prix courant d'échange de pièces du fabricant de 3 000 \$.				
5	5 000 \$ de matériaux fournis par l'entrepreneur				
6	Prix d'échange pour une (1) pompe à carburant 1C12-1 remis en état.				
7	Prix d'échange pour un (1) excitateur d'allumage 10-381550-4E remis en état.				
8	Prix d'échange pour un (1) excitateur d'allumage 10-614950-1 remis en état.				

9	Prix d'échange pour une (1) pompe à carburant 1D2-12 remis en état.			
10	Prix d'échange pour un (1) régulateur 2549170-2 remis en état.			
11	Coût d'une (1) demi-roue 5012376 pour inclure « réparation n° 4 », réparation de bouchon de déverrouillage, conformément au manuel de maintenance 32-42-28 de Meggitt.			
12	Coût d'une (1) demi-roue 5012376 pour inclure « réparation n° 8 », réparation de logement de clavette de poutre, conformément au manuel de maintenance 32-42-28 de Meggitt.			
13	Prix d'échange pour une (1) monture LM-431-SA36 remise en état.			
14	Prix d'échange pour un (1) embout à rotule LM-431-SA54 remis en état.			
15	Prix d'échange pour un (1) tube de torsion LM-431F remis en état.			
16	Coût d'une (1) demi-roue 9536599-3 pour inclure « réparation n° 2 », installation de bagues de trou de boulon, conformément au manuel de maintenance 32-42-28 de Meggitt.			
	Somme = Total de 1 à 16 ci-dessus =			
		(a)	(b)	(c)

PRIX TOTAL ÉVALUÉ (PTÉ) (M) = (a) + (b) + (c) = _____